

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

17 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N° 2022-099-DC

Le dix-sept novembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le 10 novembre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN (de 099 à 123), Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 099 à 111), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT (de 099 à 118), Didier ROUSSEAU, Armel FROGER (de 099 à 118), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET (de 099 à 117), Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU (de 099 à 116), Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (de 099 à 117), Gilles BARDIN (de 099 à 118), Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND (de 099 à 114), Michel DELPHIN, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Bruno PROD'HOMME, Christophe CARDET, Arlette BOURDIER, Sylvie TAGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY

Absent (s) / Excusé(s) :

Marc BONNIN, Christian RUAULT, Gérard POLICE, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Sylvie BEILLARD, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Isabelle DEVAUX, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Géraldine LE COZ, Gaëlle FAURE, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Armel FROGER à Sylvie PRISSET (de 119 à 125), Gérard POLICE à Éric MOUSSERION, Sylvie BEILLARD à Éric TOURON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (de 099 à 111), Noël NERON à Béatrice GUILLON, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU

Secrétaire de séance : Guy BERTIN

	DC 099 à 111	DC 112 à 114	DC 115 à 116	DC 117	DC 118
Membres en exercice	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41
Présents	63	62	61	60	58
Absents - Excusés	18	19	20	21	23
Pouvoirs	9	8	8	8	8
Votants	72	70	69	68	66

	DC 119 à 123	DC 124 à 125
Membres en exercice	81	81
Quorum	41	41
Présents	55	54
Absents - Excusés	26	27
Pouvoirs	9	9
Votants	64	63

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

Le rapport sur les orientations budgétaires constitue une étape politique fondamentale dans la construction du budget d'une collectivité.

Sur le fondement notamment des articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 4312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le rapport sur les orientations budgétaires précise les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des dépenses et des recettes aussi bien en fonctionnement (personnel, fiscalité, concours financiers,...) qu'en investissement (engagements pluriannuels) ainsi

que la structure et la gestion de la dette, présenté dans les deux mois avant l'adoption du budget à l'assemblée délibérante, donne lieu à un débat.

Sur la base de ce rapport, le débat d'orientations budgétaires vise à éclairer le vote des élus et à permettre à l'exécutif de tenir compte des discussions afin d'élaborer des propositions qui figureront dans le budget primitif.

Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et fait l'objet d'une publication. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

1. Contexte économique

1.1. Ralentissement économique mondial généralisé

L'économie mondiale a vu son élan freiné par les conséquences de l'invasion russe en Ukraine, qui pèse sur la croissance et provoque un surcroît de tensions à la hausse sur l'inflation partout dans le monde.

Les perspectives projettent une croissance mondiale modeste de 3 % cette année, et seulement 2,2 % en 2023. Il s'agit là d'un rythme de croissance économique bien inférieur à ce qui était projeté avant la guerre.

La guerre a eu pour effet de pousser encore à la hausse les prix de l'énergie, surtout en Europe, aggravant les tensions inflationnistes à un moment où le coût de la vie progressait déjà rapidement dans tous les pays du fait des conséquences persistantes de la pandémie de COVID-19.

Dans de nombreux pays, les entreprises répercutent sur les prix l'augmentation des coûts de l'énergie, du transport et du travail, si bien que l'inflation atteint des niveaux records qui n'avaient plus été observés depuis les années 80, obligeant les banques centrales à resserrer les paramètres de leur politique monétaire plus rapidement qu'on ne l'escomptait.

1.2. L'économie française : un grand flou pour 2023

L'économie française affiche, depuis le début de l'année, une forme de résilience, dans un contexte international très dégradé.

Cependant, pour 2023, la croissance est revue à la baisse à 1 % selon l'exécutif voire nulle pour les économistes, tant le niveau d'incertitudes liées à la guerre en Ukraine et à la crise énergétique qu'elle provoque, à la hausse des prix et à la remontée des taux d'intérêt est élevé.

2023 sera une année difficile à passer mais si l'économie française devait se contracter, la récession serait limitée et temporaire.

L'inflation serait, elle, plus forte que prévu, à 4,2 %. La vitesse de repli de l'inflation va dépendre du marché de l'énergie. Quoi qu'il en soit, un retour vers les 2 % n'est pas attendu avant la fin 2024. De fait, la hausse des prix de l'alimentation et des produits manufacturés va demeurer élevée l'an prochain en raison de la diffusion de la flambée des coûts. L'augmentation des prix des services sera entretenue par la progression des salaires.

2. Le projet de loi de finances pour 2023 : ce que la collectivité doit retenir

Le « pacte de confiance » inscrit dans le projet de loi de programmation des finances publiques pour 2022-2027, lequel prévoit une limitation des dépenses de fonctionnement des budgets principaux des collectivités à un niveau inférieur de 0,5 point en dessous de l'inflation durant tout le quinquennat, a été amendé au cours de la discussion parlementaire.

Par ailleurs, conformément aux engagements pris par le président de la République, la CVAE pour les entreprises sera supprimée. Cette suppression en deux temps (4M d'€ en 2023 puis 4M d'€ en 2024) sera compensée par une part de TVA, égale à la moyenne de la CVAE prévisionnelle perçue au titre des années 2020, 2021, 2022 et l'année 2023. Et la dynamique annuelle de cette fraction de TVA sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires dont les modalités de répartition, tenant compte du dynamisme économique de leurs territoires respectifs, seront arrêtées à l'issue d'une concertation avec les collectivités locales.

S'agissant des dotations aux collectivités, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) va finalement être abondée de 320 millions d'euros en 2023, en augmentant de 90 millions d'euros la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), de 200 millions la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et de 30 millions d'euros la dotation d'intercommunalité.

D'autre part, les dotations d'investissement (DSIL, DETR, DPV, DSID) seraient maintenues (2 milliards).

La création d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « fonds vert », est bien inscrit au projet de loi de finances pour 2023. Doté de 1,5 milliard d'euros, il a pour objectif de soutenir les projets des collectivités territoriales en faveur de la transition écologique. Le gouvernement promet de sortir de la logique des appels à projets en misant sur un fonctionnement déconcentré, mis à la main des préfets, et une fongibilité des crédits. Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (décarbonation, rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets, etc.), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission, etc.). Il portera également le financement de la Stratégie nationale pour la biodiversité à hauteur de 150 millions d'euros.

On retrouvera également dans ce PLF la prolongation en 2023 du "filet de sécurité" contre les effets de l'inflation, mais sous une forme différente de celle du dispositif mis en place pour 2022. Le mécanisme ne vise désormais qu'à compenser l'envolée des prix de l'énergie subie par les collectivités les plus fragiles (pour 2022, la revalorisation du point d'indice et la hausse des prix des produits alimentaires étaient également pris en compte). 1,5 milliard d'euros sont budgétés pour financer la mesure.

Concernant la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle est suspendue le temps de trouver une meilleure solution. En effet, toutes les simulations qui remontent du terrain démontrent qu'il y aurait un vaste transfert entre les commerces de centre-ville qui seraient durement pénalisés et les grandes surfaces périphériques, qui seraient très grandement avantagées. En conséquence, le calendrier de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation est décalé de deux ans (2028 et non plus 2026).

3. La situation financière de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

3.1. Les perspectives financières 2023-2027

Le contexte international et national, autant politique qu'économique et écologique, rend complexe les prévisions budgétaires sur les moyen et long termes. Le rythme d'inflation constaté ces derniers mois, particulièrement important comme chacun le sait, nous touche directement dans l'ensemble de nos investissements ; en parallèle, si nous ne pouvons que saluer les mesures gouvernementales prises en faveur des agents publics (revalorisation du point d'indice gelé depuis 5 ans, participation des employeurs publics à la complémentaire santé, etc...) qui doivent permettre de réduire leur perte de pouvoir d'achat face à l'inflation, il est évident que ces mesures, justes, équitables et nécessaires ont et auront tout de même un impact sur nos charges de fonctionnement.

Aussi, l'objectif de ce mandat et l'engagement prioritaire pris auprès des 100 000 habitants demeurent malgré ce contexte d'investir massivement pour notre territoire et de poursuivre à la fois son développement économique et la mise à niveau de ses équipements publics. Pour être capable de rester fidèle à cet engagement et continuer d'avoir les moyens de l'assurer, au moins trois points de vigilance doivent attirer notre attention dans les mois à venir :

- nos consommations d'énergie : le plan de sobriété présenté en octobre 2022 et qui contient les mesures les plus évidentes en la matière doit se poursuivre et s'inscrire durablement dans nos habitudes, d'une part pour réduire la facture énergétique de la collectivité, d'autre part – et c'est là la priorité – pour réduire son impact environnemental ;
- la nécessité d'établir avec la plus grande précision possible le plan pluriannuel d'investissement, étant entendu, comme explicité plus haut, que la multiplicité des facteurs exogènes rend l'exercice particulièrement compliqué ;
- la nécessité de connaître, pour chaque projet d'investissement, le coût de fonctionnement généré, notamment en matière de consommations d'énergie. La création d'un nouvel indicateur du type « 1 euro investi = X euro de fonctionnement généré » ou, à l'inverse, « 1 euro investi = X euro de fonctionnement supprimé », nous permettra d'ajuster au mieux nos investissements sur les moyen et long termes.

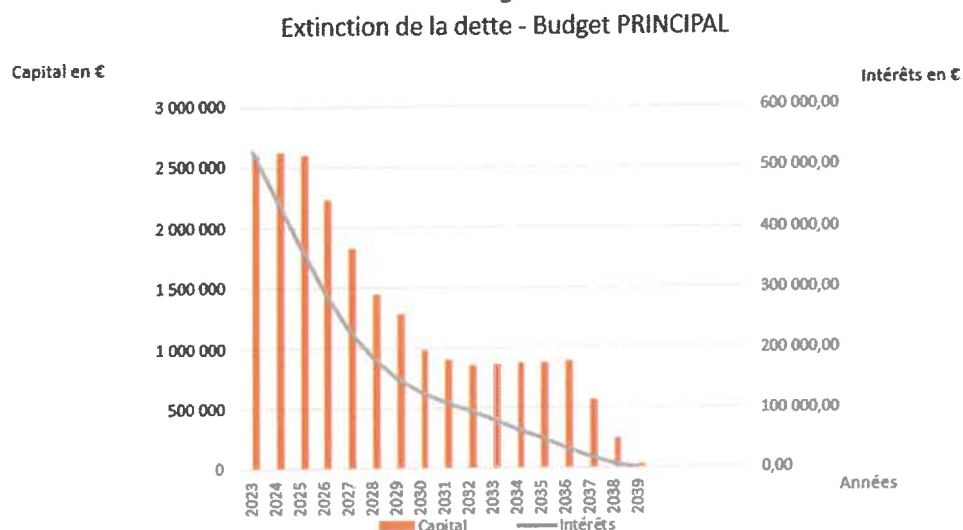
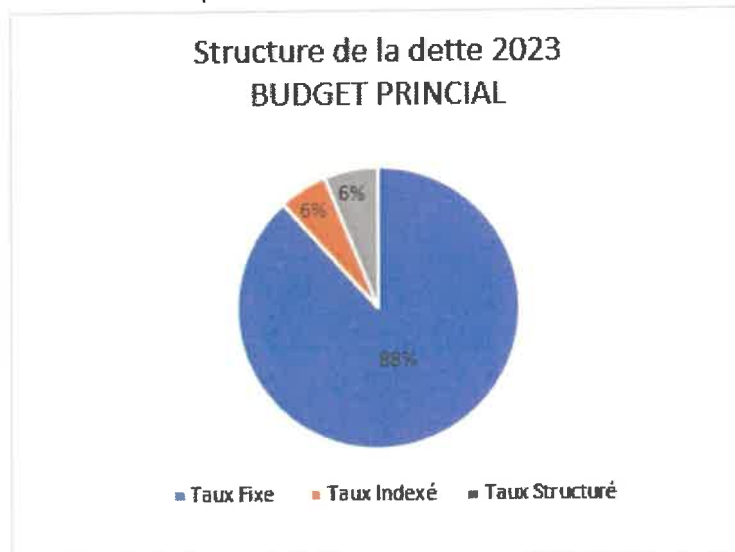
3.2. La dette

L'encours de la dette du budget principal au 01/01/2023 s'établira à 21 780 983 €, soit à 208€ par habitant. La moyenne nationale pour un EPCI de même strate démographique se situant à 369 € par habitant, l'agglomération Saumur Val de Loire demeure très en-deça, aujourd'hui, des autres collectivités de même taille.

Par ailleurs, le stock de dette doit s'analyser au regard de la capacité que démontre la Communauté d'Agglomération à le rembourser grâce à son épargne : le délai de désendettement. Le rapport entre le niveau de dette et le niveau d'épargne est d'à peine 3 années en 2022. Ce ratio est donc inférieur au seuil de vigilance (7 ans) et très inférieur au seuil d'alerte (10 ans) et au seuil indépasseable (15 ans).

La dette du budget principal, entièrement contractée en devise euro, est composée à 88,26% d'emprunts à taux fixe (19 224 775 €), 5,54% d'emprunts à taux indexés (1 206 208 €), et 6,20% d'emprunts à taux structurés (1 350 000 €).

Parmi les emprunts dits « structurés », il est à noter que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire dispose dans son stock de dette d'un emprunt « revolving » contracté en décembre 2005 auprès de la BFT (repris par le CACIB en 2012) pour un montant de 5 750 000€ jusqu'en 2026. Le capital restant dû au 1er janvier 2023 sur le budget principal sera de 1 350 000€. Cet emprunt est maîtrisé et suivi de manière active pour étudier les conditions d'une sortie éventuelle.



La dette s'éteint réellement en 2052 et non en 2039 comme retracé dans le graphique – mais, de 2040 à 2052, il s'agit de la comptabilisation d'un bail à construction de 4 517€/an.

4. Une politique d'investissements assurée

La préparation du budget de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est certes un exercice technique, mais doit surtout être la traduction budgétaire fidèle des orientations politiques de l'exécutif. C'est là que doivent se lire, pour l'année 2023 et les suivantes, les trois priorités du mandat : l'économie, qui doit impérativement continuer de mobiliser nos moyens et notre énergie (et on constate d'ailleurs, dans l'évolution prospective de nos finances, que l'investissement en faveur du développement économique génère à court, moyen et long termes des recettes nouvelles importantes) ; l'écologie, qui continue d'offrir des opportunités en matière de qualité de vie, d'emploi et d'innovation et qui constitue, chaque jour un peu plus, un enjeu absolument primordial ; le service au public et l'aménagement du territoire, afin de créer ou renforcer partout sur le territoire des conditions et de vie, et donc d'attractivité, de qualité.

4.1. L'économie

Le développement économique est et doit être une priorité. C'est bien lui qui doit permettre la création d'emplois et la production de richesses, elles-mêmes conditions nécessaires d'un développement social et culturel plus juste, plus équitable et plus harmonieux. De ce point de vue, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire continue de mettre en place un plan stratégique capable de développer, d'accompagner et de soutenir l'ensemble des filières économiques présentes sur le territoire : l'industrie, le commerce, l'artisanat et le tertiaire, le tourisme et le patrimoine, l'agriculture et la ruralité (et notamment la filière bois et la filière cheval), filières auxquelles s'ajoute nécessairement une politique forte en matière d'emploi, de formation et d'insertion. En soutenant toutes ces filières, c'est bien la totalité du territoire qui est visé, dans sa globalité autant que dans la richesse de ses attributs particuliers et localisés. Cet accompagnement de l'ensemble des filières se conjugue en outre à l'aménagement numérique du territoire, tout comme à l'aménagement urbanistique évoqué plus loin : l'agglomération, adhérente du syndicat Anjou Numérique, continuera ainsi de participer activement à la coordination du déploiement du très haut débit pour tous et notamment pour les entreprises.

Si 2022 a été une année de concrétisation des efforts menés en la matière, avec l'installation de plusieurs entreprises particulièrement pourvoyeuses d'emplois dans différentes filières, l'année 2023 devrait être dans la continuité. Ce développement permet, il nous faut nous en réjouir, de créer de l'emploi et de poursuivre la baisse continue du taux de chômage sur le territoire, autour de 7,5% et, en parallèle, d'augmenter les recettes de la collectivité – en matière de loyers économiques, en matière de versement mobilités, en matière de fiscalité... - nous permettant ainsi de réinvestir dans nos politiques économiques bien sûr, mais aussi de services aux publics.

4.1.1. Le développement économique industriel, agricole, commercial, artisanal, tertiaire et touristique

L'objectif est de continuer à donner au territoire des moyens à la hauteur de nos ambitions en matière de développement économique. Ainsi, en 2023, la Communauté d'Agglomération :

- renforcera sa politique en matière de développement de l'industrie avec notamment :
 - la continuation des aides à l'investissement productif, à la recherche et au développement
 - le lancement d'actions concrètes en faveur de la sobriété foncière visant à appliquer le principe du zéro artificialisation nette tout en permettant le développement des entreprises déjà présentes et l'accueil de nouvelles entités (reconquête et requalification de plusieurs friches industrielles majeures, optimisation foncière dans les zones d'activités, extension raisonnée des zones d'activités majeures entièrement commercialisées)
 - la poursuite de la construction de bâtiments économiques sur l'ensemble des pôles du territoire afin de disposer d'une offre immobilière attractive
 - l'animation économique pour favoriser la mise en relation des entreprises et l'émergence de dynamiques collectives
 - l'installation de nouvelles formations
 - la poursuite du dispositif Territoire d'Industrie
- poursuivra sa politique en faveur du commerce et de l'artisanat dans les centres-villes et les centres-bourgs du territoire, à travers notamment :
 - la poursuite d'un dispositif post FISAC, « Commerce Plus »
 - la continuation du projet de cour artisanal au sein du quartier prioritaire de Saumur,
- accélérera son accompagnement du développement du secteur tertiaire avec la création d'une offre immobilière de bureaux permettant l'implantation de nouvelles activités
- accélérera le développement touristique du territoire avec :
 - le démarrage opérationnel du projet Loire à Vélo Troglô
 - la reprise de l'évènement Anjou Vélo Vintage en juillet 2023, dans le cadre d'un contrat de 5 ans
 - le développement de nouvelles boucles équestres
 - l'initiation de projets de coopération avec les intercommunalités voisines de la Vienne et des Deux-Sèvres autour de la valorisation de la Dive
- poursuivra ses actions en matière d'agriculture avec la mise en œuvre du plan d'action du Projet Alimentaire Territorial et la continuation du projet de création d'une cuisine centrale
- portera une attention particulière à l'innovation économique, sociale et écologique :
 - en poursuivant le travail collaboratif et de prospection et d'innovation avec Angers Technopôle

- en soutenant les projets en faveur des énergies renouvelables autour du schéma directeur des énergies renouvelables, en particulier les parcs photovoltaïques et la filière hydrogène
- soutiendra le dispositif d'aide en faveur de la création et de la transmission d'entreprises Initiative Anjou par un nouvel abondement au fonds de prêt
- développera son soutien à la filière équine et notamment à travers le projet de valorisation et de développement du site équestre de Verrie et la création de nouveaux circuits équestres
- finalisera l'élaboration de la charte forestière et assurera sa mise en œuvre
- les deux dernières années de travail sur la zone de Méron ont permis d'avancer positivement, notamment avec la RNR. De nouvelles constructions pour une entreprise de ciment devraient démarrer en 2023, pouvant déclencher d'autres approches d'entreprise dans les prochains mois.

4.1.2. La formation, l'emploi et l'insertion

Le développement économique doit impérativement s'accompagner d'une politique forte en matière de formation, d'insertion et d'emploi : si la baisse du taux de chômage doit être un objectif permanent, elle doit faire l'objet d'actions spécifiques en matière de rencontre de l'offre et de la demande, de retour à l'emploi ou encore de mobilités. Ainsi, la Communauté d'Agglomération :

- soutiendra le déploiement de relais pour l'emploi sur l'ensemble des pôles afin d'apporter pour tous les publics un service d'information, de conseil et d'orientation ;
- poursuivra son soutien en faveur de l'insertion des jeunes, grâce notamment à la Mission locale et à Unis Cités ;
- poursuivra son soutien aux chantiers d'insertion dans le cadre d'une nouvelle feuille de route établie avec les différents acteurs et financeurs ;
- poursuivra son soutien en faveur de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur Longue Durée ;
- renforcera son action en faveur des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics ;
- poursuivra l'expérimentation CLEFOP, pour laquelle Saumur Val de Loire est territoire expérimental ;
- s'attachera à développer de nouvelles formations au sein du Pôle régional de formation avec l'arrivée notamment, en septembre 2023, de nouveaux masters (événementiel culturel et vins et spiritueux)
- facilitera les réflexions et les projets en faveur du développement de formations pour les métiers en tension, et notamment dans le secteur du bâtiment

4.2. L'écologie

L'écologie constitue la seconde priorité de ce mandat. Elle doit être au cœur de tous les projets, car elle est une exigence de chaque instant. Essentielle en matière de consommations d'énergie, d'eau et d'assainissement, de déchets, de prévention des risques, de préservation des milieux naturels et aquatiques, elle l'est aussi en matière d'économie, d'agriculture, de mobilités, de solidarité ou d'aménagement. C'est aussi parce qu'elle offre à notre territoire de nombreuses opportunités – créations d'emplois, innovations territoriales, qualité du cadre de vie... – qu'elle doit faire l'objet non seulement d'un regard attentif mais aussi d'investissements et d'actions soutenus.

4.2.1. Environnement, Déchets et Transition énergétique

Service public de gestion des déchets

Le budget 2023 a été construit dans la continuité de l'équilibre budgétaire global du service et de la fiscalité auparavant votée.

Depuis le 1er janvier 2022, le secteur du SMITOM Sud Saumurois a été repris par la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire. Le périmètre d'action étant fixé, l'agglomération et sa SPL Saumur Agglopropreté ont désormais un rythme stabilisé. Ainsi, en 2023, l'agglomération :

- réaménagera, pour des questions sécuritaires et environnementales, le centre de Bellevue afin de pouvoir accueillir l'ensemble des ordures ménagères du territoire ;
- rétablira la voirie d'accès au centre de Bellevue avec une prise en charge à hauteur de 50 % par la Ville de Saumur ;
- investira dans les déchèteries pour finaliser la mise aux normes des équipements (gardes-corps, plateforme de stockage, signalétique...) et dans de nouvelles colonnes aériennes ou enterrées ;
- poursuivra les actions visant à mieux valoriser et mieux réduire les déchets, notamment via la mise en œuvre du Programme Local de Prévention.

Transition énergétique

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20221117-2022-099-SR-DE
Date de télétransmission : 23/11/2022
Date de réception en préfecture : 23/11/2022

En 2023, l'Agglomération va poursuivre la mise en œuvre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) avec l'ensemble de ses partenaires. L'un des axes forts demeure la nécessité de sensibiliser et d'impliquer les habitants, les associations et les entreprises dans des actions d'adaptation au changement climatique.

En parallèle du PCAET, en 2023 l'agglomération :

- candidatera avec la Ville de Saumur pour obtenir la labellisation Climat Air Energie (ex Cit'ergie) ;
- finalisera son schéma directeur énergies renouvelables ;
- accentuera les actions de sensibilisation et d'accompagnement des projets solaires des particuliers ;
- installera des ombrières de parking et des centrales solaires en toiture d'ateliers relais ;
- poursuivra ses travaux de rénovation énergétique sur le patrimoine communautaire ;
- suivra la comptabilité des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre du patrimoine communautaire afin de pouvoir agir en faveur de leur réduction ;
- poursuivra le verdissement de son parc automobile en remplaçant des véhicules polluants par des véhicules moins émetteurs.

4.2.2. La gestion des milieux aquatiques

La politique environnementale de l'agglomération passe aussi par la gestion des milieux aquatiques, notamment autour de la Loire et du Thouet. Ainsi, en 2023, la Communauté d'Agglomération :

- continuera, pour le Thouet, sa politique en faveur de la qualité de l'eau et de la cohabitation des différents usages, grâce à de nouveaux travaux d'entretien du cours d'eau, de travaux de sécurisation des ouvrages notamment à Montreuil-Bellay, une maîtrise d'œuvre pour de nouveaux travaux de restauration morphologique, l'élaboration d'un nouveau programme d'actions après un bilan du CTMA 2 et l'accompagnement du futur syndicat qui reprendra les missions de gestion du domaine public fluvial et de portage des travaux ;
- poursuivra son travail autour de la Loire avec la valorisation des prairies inondables dans le lit endigué (en collaboration avec l'Association Foncière Pastorale Bords de Loire en Saumurois) ;
- poursuivra l'inventaire des zones humides sur le bassin Layon Aubance Louets en cohérence avec la méthodologie du SAGE concerné ;
- maintiendra ses actions de sensibilisation et d'animation liées aux milieux aquatiques et à la biodiversité ;
- mettra en œuvre les 8 actions de son programme « Territoire Engagé pour la Nature », en partenariat avec le Parc Naturel Régional et les communes volontaires.

4.2.3. La prévention des risques naturels et technologiques

La prévention des risques demeure une préoccupation importante de la Communauté d'Agglomération. Les inondations comme les problèmes de cavité sont des risques qui peuvent entraîner des événements conséquents sur la vie des habitants. Ainsi, en 2023, la Communauté d'Agglomération :

En matière de risque inondation :

- mènera des travaux de confortement de la digue de Saumur définis par le Plan Global de Fiabilisation et des travaux de gestion de la végétation en application du Plan de Gestion de la Végétation ;
- poursuivra sa participation au programme global de fiabilisation de la levée de la Loire (digue du Val d'Authion) ;
- suivra activement la reprise de la gestion du système d'endiguement du Val d'Authion, prévu en janvier 2024 (convention en projet avec les EPCI du Val d'Authion et l'Établissement Public Loire à qui serait confiée la gestion) ;
- continuera d'accompagner les communes pour répondre à leurs obligations réglementaires en matière d'information et de gestion de crise, notamment en proposant une uniformisation des Plans Communaux de Sauvegarde ;

En matière de risque cavité :

L'agglomération continuera d'accompagner les communes, les services techniques et les particuliers confrontés à une problématique de cavités. Un travail d'inventaire cartographique des cavités a été mené en 2022 afin d'avoir une meilleure connaissance de notre sous-sol et des enjeux liés aux cavités. Ce recensement était la première étape nécessaire avant d'élaborer un Programme d'Actions de Prévention des Risques liés aux Cavités (PAPRICA) qui va se construire en 2023.

4.2.4. Eau et assainissement

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-2022-11-17-2022-039-DC-DE
Date de télétransmission : 23/11/2022
Date de réception en préfecture : 23/11/2022

La Communauté d'Agglomération poursuit son programme d'investissement pour l'extension, la sécurisation et la modernisation des réseaux et équipements d'eaux potables et eaux usées sur l'ensemble du territoire.

Le schéma directeur eau potable du Nord Authion (secteur régie) touche à sa fin et les conclusions définitives seront connues en 2023.

En assainissement, le schéma directeur du gennois va également se terminer en 2023 et celui sur le Nord Authion va être engagé d'ici la fin de l'année.

Ces schémas directeurs permettront d'identifier et prioriser les travaux à réaliser dans un cadre budgétaire contraint. L'objectif étant d'avoir une couverture complète du territoire d'ici la fin du mandat. À ce titre, nous ne pouvons exclure d'étudier dans les prochains mois l'opportunité, ou non, d'une augmentation du tarif relatif à l'assainissement.

Les investissements porteront également sur l'amélioration de la productivité des services des régies et l'amélioration du service rendu aux usagers, notamment par le développement de nouvelles technologies (systèmes intelligents). En outre, des mesures de protection de la ressource en eau potable autour des captages prioritaires "Grenelle" vont être mises en œuvre : programme d'actions à la Fontaine Bourreau (Montreuil), programme d'actions à Boiseaudier (Neuillé), suivi qualitatif aux Fontaines (Allonnes) et redéfinition de la zone d'alimentation à La Madeleine (Fontevraud).

En plus des investissements portés directement par la Communauté d'Agglomération, des enveloppes sont prévues dans le contrat de Délégation de Service Public signé avec la Saur, par le biais de fonds de travaux ou de projets concessifs.

Pour les besoins de la régie, un programme de construction d'un atelier technique de 700 m² a été étudié avec Alter. Les travaux vont débuter fin 2022. Par ailleurs, la régie continue le déploiement de la télé-relève des compteurs d'eau sur son territoire, jusqu'en 2024.

Dans le cadre de la gestion des Zones d'Activités par la CASVL, outre la sécurisation du captage de Fontaine Bourreau, l'agglomération étudiera la réalisation d'un bassin de traitement des eaux de voirie de la ZA Europe-Champagne. En complément, la remise à niveau de l'étanchéité des bassins de la ZA de Méron sera initiée dès 2022 et poursuivie en 2023 afin de s'affranchir de toute potentielle infiltration polluante dans la nappe captée.

Enfin, le SPANC continuera à optimiser son fonctionnement avec l'outil Yprésia. La mise en place d'un fonctionnement avec 3 techniciens a permis d'engager en 2022 les contrôles de bon fonctionnement périodiques sur l'ancien territoire de la Communauté de Communes du Douessin. Ces diagnostics vont se poursuivre en 2023.

4.2.5. La mobilité

Modifier en profondeur l'offre de mobilité sur le territoire Saumur Val de Loire : c'est le mot d'ordre de l'année 2023. Refonte du réseau urbain, verdissement du parc de bus, développement des énergies propres, mise en place de nouvelles offres de mobilités (vélos, trottinettes, voitures électriques, voitures sans permis...) sont à l'ordre du jour. L'ambition de l'agglomération est la suivante : créer les conditions d'une mobilité fluide, facile et propre pour tous les déplacements du quotidien (domicile-travail, domicile-commerce, domicile-école, etc...). Les enjeux sont majeurs, autant en matière de développement économique qu'en matière de service public et, naturellement, de préservation de l'environnement. Pour financer cette refonte globale dont l'utilité en matière de développement économique est évidente (notamment pour pallier les difficultés de recrutement et de mobilités des salariés), le versement mobilités sera augmenté, à partir de juillet 2023, de 0,6 à 0,8%.

Pour répondre à ce défi important de l'année 2023 – défi à la croisée des trois priorités de l'agglomération -, il s'agira de mettre en œuvre, avec la SPL Agglobus, les actions suivantes :

- développer des offres de mobilités durables en proposant un service de location de longue durée de trottinettes électriques et de vélos en libre-service sur la ville de Saumur ;
- créer un service d'autopartage de voitures électriques (mise à disposition de véhicules en libre-service de courte durée) ;
- mettre en œuvre un nouveau plan de transport pour le réseau urbain de Saumur qui devra être opérationnel au 1^{er} janvier 2024 ;
- permettre à des personnes ne disposant pas de permis de conduire de trouver ou de conserver un emploi ou de se rendre à une formation, à un stage, un entretien d'embauche en proposant des voitures sans permis en location longue durée ;
- promouvoir la pratique du covoiturage sur notre territoire ;
- lancer l'installation d'une borne de recharge pour voiture et vélo électriques dans chaque commune du territoire ;
- créer une nouvelle identité pour les services de mobilité de l'Agglomération ;

2.2. Les services au public et l'aménagement

Le service au public, conjugué à l'aménagement du territoire, constitue la troisième priorité de ce mandat. Cette priorité intervient en complément indispensable au développement des secteurs de notre économie : il s'agit là de créer ou de renforcer partout sur l'agglomération toutes les conditions de vie et donc d'attractivité susceptibles d'améliorer le quotidien de nos populations et d'en attirer de nouvelles. De ce point de vue, on sait que la vitalité du secteur privé dépend beaucoup de la vitalité du secteur public et de la présence et de la qualité des services au public sur notre territoire, en zone urbaine comme en zone rurale. Là encore, la logique d'un niveau d'investissement public le plus élevé et le plus ambitieux possible doit venir faire levier pour attirer l'investissement privé. L'accessibilité à l'offre culturelle, le développement du sport santé, l'amélioration de l'habitat dans les centres-villes et centres-bourgs, la politique de la ville mais aussi le suivi des documents d'urbanisme et leur évaluation seront ainsi des priorités en 2023.

4.3.1. Les politiques sportives

En 2023 et pour donner suite aux ouvertures du stade d'athlétisme d'Offard et du centre aquatique Philippe Rivain, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire poursuivra son ambition de proposer des équipements sportifs structurants et innovants en direction de tous les publics. Ainsi, elle :

- réhabilitera la piscine estivale de Montreuil-Bellay en deux phases avec la création d'un « splash-pad » avant l'été et la création d'un nouvel espace de vestiaires et sanitaires répondant aux normes d'hygiène, d'accessibilité et de sécurité sanitaire ;
- lancera l'étude de réhabilitation de la piscine de Gennes
- investira sur l'ensemble du parc aquatique de la collectivité afin d'assurer prioritairement la sécurité des usagers et leur bien être. Les travaux permettront également de limiter les charges de fonctionnement des piscines, notamment par l'installation d'éclairage LED et la récupération des calories contenues dans les « eaux grises » ;
- poursuivra son accompagnement financier pour les manifestations sportives de compétence intercommunale (Marathon de la Loire, SUT) et déploiera sa politique « Sport-Santé », inscrite dans le Contrat Local de Santé (CLS), en orientant ses actions vers :
 - o les 250 associations sportives du territoire avec la formalisation d'un appel à projet « Donne du sport à ton corps » ;
 - o les communes du territoire avec un soutien financier pour l'achat de matériel « Sport Santé » en libre accès ;
 - o mais également en ciblant des dispositifs vers des patients atteints d'Affections Longues Durées (ALD).

4.3.2. La culture

La vitalité culturelle du territoire est un élément important aussi bien pour la qualité de vie du Saumurois que pour son attractivité. Outre l'entretien de ses équipements culturels, la Communauté d'Agglomération vise pour 2023 une accessibilité renforcée de l'ensemble de son offre culturelle. Ainsi, la collectivité :

- poursuivra son ouverture de la saison culturelle avec le développement d'une offre de spectacles à destination des familles et de la petite enfance ;
- développera sa politique tarifaire volontariste avec la création d'un tarif « pack famille » et d'un tarif unique à 3 euros pour les déjeuners en scène ;
- proposera, pour favoriser les rencontres et l'échange, des goûters à l'issue des spectacles en famille ainsi que des soirées dîner-spectacles ;
- participera à l'étude pour la création d'une école Maîtrisienne à Fontevraud-l'Abbaye ;
- renforcera la structuration du réseau des bibliothèques avec l'intégration et la réinformatisation des équipements de la commune de Gennes-Val-de-Loire (Les Rosiers-sur-Loire, Gennes-Val-de-Loire, Le Thoureil et Saint-Martin-de-la-Place)
- engagera les travaux d'aménagement de la nouvelle médiathèque de Longué-Jumelles en menant en parallèle le traitement du fonds documentaire qui rejoindra la médiathèque ;
- achèvera les travaux de rénovation thermique de la médiathèque de Saumur.

4.3.3. L'habitat et l'accueil des gens du voyage

Répondant aux ambitions du Programme Local de l'Habitat 2020-2025, l'agglomération, en 2023 :

- poursuivra son action en faveur de la revitalisation et de la reconquête de l'existant en portant les études et les programmes opérationnels d'amélioration de type OPAH-RU ou assimilés pour les 10 communes du territoire engagées notamment en lien avec Action Coeur de Ville et le programme Petites Villes de demain ;
- soutiendra la production nouvelle dans les polarités et les communes assujetties à l'obligation SRU (20% de logements sociaux), en construction et en acquisition - amélioration pour une offre publique accessible et de qualité ;
- mettra à disposition un conseil expert en matière d'amélioration énergétique, en renouvelant son engagement solidaire à l'échelle départementale avec la Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique (PTRE) ;

- financera les travaux d'amélioration pour les ménages modestes et très modestes en réalisant la réhabilitation de logements à charges maîtrisées et en soutenant les travaux d'entretien au maintien à domicile ;
- pour le public Gens du Voyage, réalisera des travaux importants de mise aux normes mais néanmoins nécessaires sur les installations d'assainissement autonome, en dysfonctionnement aujourd'hui pour nombre d'entre elles ;
 - recherchera, grâce à des aménagements techniques, à améliorer la relation avec les usagers des aires d'accueil ainsi que les conditions de travail des agents de la collectivité y intervenant.

4.3.4. Les politiques sociales

L'année 2023 sera notamment marquée par la signature de la Convention Territoriale Globale pour le secteur Saumur Loire Développement en lieu et place des Contrats Enfance Jeunesse. Si le diagnostic social partagé est en cours de validation, ce sont la rédaction et la mise en œuvre d'un plan d'action qu'il reste à définir, afin de répondre aux enjeux sociaux du territoire. Au-delà de la signature de cette convention, l'agglomération en 2023 :

- maintiendra la dynamique partenariale installée dans le cadre de la politique de la ville ;
- poursuivra la mise en œuvre du NPNRU, dont l'effet levier pour la transformation du quartier est indéniable, notamment via la communication et la renouvellement du conseil citoyen ;
- en matière de prévention de la délinquance, continuera les actions à destination du jeune public avec pour objectif d'apporter des réponses adaptées aux problématiques actuelles. Actions de surcroît très demandées et appréciées par les jeunes et les équipes pédagogiques ;
- lancera un nouvel appel à projets construit autour des thématiques du cadre du Contrat Local de Santé 2020-2024 qui s'inscrira dans une démarche de lutte contre les inégalités de santé et s'adressera aux collectivités, aux associations et aux acteurs à but non lucratif pour des projets réalisés sur le territoire de Saumur Val de Loire.

4.3.5. L'urbanisme

L'urbanisme demeure naturellement un sujet essentiel pour la Communauté d'agglomération, tant il est une donnée incontournable aussi bien en matière d'attractivité que de préservation de l'environnement. C'est dans cette perspective que la Loi Climat Résilience prévoit que le Schéma de Cohérence Territorial (SCot) intègre, à l'occasion de sa mise en révision et au plus tard en août 2026, un objectif de réduction d'au moins de moitié de la consommation foncière par l'urbanisation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers constatés sur la décennie 2011-2021. Les PLU devront faire de même au plus tard en août 2027.

En l'attente, les documents d'urbanisme désormais en vigueur feront l'objet, comme c'est déjà le cas, d'évolutions en fonction du besoin des communes concernées : rectification d'erreurs matérielles, améliorations du règlement écrit ou graphique pour permettre la réalisation de projets structurants. Ces évolutions doivent notamment permettre au territoire de conserver et d'amplifier la dynamique économique ressentie depuis plusieurs mois.

Mais auparavant, nous devons intégrer l'impact du Zéro Artificialisation Nette, sachant que le logement est le plus gros consommateur d'espace et comme pour le développement économique, nous allons évoluer dans un domaine de plus en plus contraint. La conférence des SCOT n'ayant pas permis d'aboutir sur un accord au niveau régional, c'est désormais la Région Pays de la Loire qui doit traduire dans le SRADET les éléments prescriptifs en la matière.

Aussi, en 2023, en matière d'urbanisme, l'agglomération :

- se positionnera sur l'opportunité ou non de la mise en révision du SCoT et sur l'extension de son périmètre ainsi que l'opportunité de faire évoluer le PLUi du Douessin ;
- approuvera le Règlement Local de Publicité Intercommunal ;
- poursuivra les études relatives au projet « Plan de Paysage » dont l'agglomération est lauréate depuis 2019. Ce Plan de Paysage, qui permettra d'appréhender le paysage comme une ressource et un levier de développement, devra être un outil au service des élus pour renforcer l'attractivité du territoire et définir les objectifs de qualité paysagère et le programme d'actions permettant de les atteindre.

4.3.6. Les grands investissements/voiries

L'agglomération poursuivra son programme de modernisation des voiries communautaires sur la base du diagnostic technique qui a été réalisé en 2018 par les services techniques du Département de Maine-et-Loire, complété par une rénovation (programme pluriannuel) de la Voie Ferrée Locale de la ZA de Méron principalement afin que celle-ci présente toutes les garanties de fonctionnalité et de sécurité pour les convois supplémentaires qui doivent être accueillis. Une réflexion qui a été initiée en 2022, doit se poursuivre en 2023 pour préciser les modalités opérationnelles de gestion technique et financière de cet équipement, et notamment la mise en place de l'exploitation de ce dernier par la création d'une association syndicale en lien avec les entreprises de la zone d'activité.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération est associée à la révision du schéma routier départemental initié par le Conseil Départemental afin de préciser les investissements principaux des infrastructures routières structurantes du territoire.

Elle participe financièrement sous forme de fonds de concours au doublement de la RD 960 entre le Moulin Cassé et le giratoire de Presles à hauteur de 20 % du montant HT des travaux soit une participation de 1,43 M€ entre 2022 et 2025.

4.3.7. Gestion Patrimoniale du Bâti Communautaire

La Communauté d'Agglomération souhaite poursuivre en 2023 l'élaboration d'un projet de schéma directeur immobilier et énergétique pour son patrimoine, constitué actuellement d'une cinquantaine d'équipements. Il s'agit essentiellement :

- d'élaborer un plan pluriannuel pour l'entretien et l'investissement ;
- de compléter les diagnostics énergétiques du patrimoine bâti ;
- de définir les usages de ces bâtiments et de définir les technologies associées, notamment en matière d'énergies renouvelables ou d'innovations relatives aux « bâtiments intelligents ».

Par ailleurs, l'agglomération :

- poursuivra l'optimisation énergétique de ses bâtiments via des outils de mesure, contrôle et reporting, en parallèle des actions ciblées de rénovation énergétique (médiathèque de Saumur, pépinière d'entreprises de Distré, siège de l'Agglomération, bâtiment Marc Leclerc, récupérateur d'énergie sur la piscine de Val de Thouet...) ;
- se dotera d'une application métier facilitant la conduite de projets d'investissement importants ;
- se dotera d'un outil de collecte des données de consommation afin d'élaborer un tableau de bord de pilotage des énergies ;
- lancera une étude pour la construction d'un bâtiment tertiaire réunissant l'ensemble des services techniques de la collectivité sur le site des Aubrières.

5. L'optimisation des ressources de la Communauté d'Agglomération

La conduite de l'ensemble des projets et actions évoqués dans ce document, qui impliquent un niveau d'investissement conséquent, nécessite naturellement que la collectivité adopte la bonne trajectoire en matière financière. Ainsi :

- par-delà l'absorption de la hausse du prix de l'énergie et l'augmentation du point d'indice de la fonction publique, l'effort sur les dépenses sera maintenu ;
- la recherche de nouvelles ressources non fiscales doit progresser, avec un recours plus important au mécénat et aux autres ressources privées ;
- l'évaluation en amont des projets, événements et actions des coûts de fonctionnement engendrés devra être renforcée et systématisée, et mise au regard de la taille du public touché in fine ;
- l'étude de l'octroi des subventions devra être systématisé ;
- la réduction d'au moins 50% des consommations d'énergie lors d'une rénovation du patrimoine communautaire devra être systématiquement atteint.

Si la maîtrise de la masse salariale demeure un objectif majeur, l'année 2023 sera marquée par les augmentations notables suivantes :

- l'impact en année pleine de l'augmentation du point d'indice (+336 000 €) ;
- un GVT à hauteur de 1,2 % (+50 000 €) au lieu de 0,8 les années antérieures ;
- la mise en place sur l'année complète de la participation de la Communauté d'Agglomération à la Mutuelle santé de ses agents (+63 000 €) ;
- la mise en commun à partir d'avril 2023 (prévisionnel) du service des archives de la Ville et de la Communauté d'Agglomération (+135 000 €) ;
- l'ouverture de la piscine de Longué en année pleine (+185 000 € par rapport à 2022) ;
- l'infirmière et la secrétaire médicale en année pleine ainsi que le tutorat de l'infirmière (+91 000 €) dans le cadre de la médecine du travail ;
- les 1ers effectifs nécessaires à la préparation de l'ouverture de la Médiathèque de Longué à compter de septembre 2023 ;
- un versement transport en augmentation de 0,6 à 0,8 % à partir de juillet 2023 ;
- les impacts en année pleine des revalorisations sectorielles décidées par la collectivité (MNS, Ingénieurs et Techniciens...) en vue notamment de faciliter les recrutements difficiles dans certains métiers en tension.

En parallèle, les recettes inscrites sont en hausse de 250 000 € environ sur le budget principal et 5 postes de chargés de mission ou autres postes ayant donné lieu à réorganisations internes ont été supprimés.

Conclusion

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20221117-2022-099-DC-DE
Date de télétransmission : 23/11/2022
Date de réception en préfecture : 23/11/2022

Malgré un contexte incertain, le rôle de la collectivité demeure plus que jamais de préserver et renforcer la qualité de vie de nos habitants, d'accélérer l'investissement en faveur du développement économique et social et de tout mettre en œuvre pour que notre territoire gagne sans cesse en attractivité.

C'est pourquoi l'année 2023, fidèle à la stratégie et au programme portés par l'équipe communautaire depuis 2020, sera marquée à nouveau par un niveau d'investissement élevé, à 18,8 millions d'euros, notamment dans les domaines économiques et du service au public. Tels sont les principaux axes qui guident la construction du budget primitif 2023 qui sera soumis au vote du prochain conseil communautaire en décembre.

Pour autant, si nous devons garder le cap ambitieux fixé en 2020, il nous faut véritablement intégrer – dans nos manières d'investir, dans nos manières de fonctionner et, plus encore, dans nos manières de penser – ce qui ne constitue plus une option, ni même simplement un défi, mais bien une exigence impérieuse : nous devons aller vers davantage de sobriété et vers un impact environnemental moins fort. Cette exigence se décline dans l'ensemble de notre consommation : nos consommations d'énergie, nos consommations d'eau, nos consommations foncières, etc. Plus que jamais, chacune de nos politiques doit prendre en compte cette exigence.

Le Conseil Communautaire, après en avoir débattu, prend acte du Rapport d'Orientations Budgétaires 2023.

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »